

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 02 FEVRIER 2010**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., MORCLETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : QUINTIN Y., ROBETTE-DELPUTTE F., DELHAYE- DEBAUQUE I. et BREUSE E.

-----  
La séance débute à 20 heures.

Sur proposition de la Présidente, le Conseil Communal respecte une minute de silence en mémoire des victimes de la catastrophe d’Haïti et plus près de chez nous, de Liège.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 08 DECEMBRE 2009** **- PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l’unanimité, le procès-verbal de la séance du 08 décembre 2009 – partie publique.

-----  
**2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 16 DECEMBRE 2009**  
**- PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l’unanimité, le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2009 – partie publique.

-----  
**3. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 19 JANVIER 2010 –**  
**INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 19 janvier 2010, à savoir un solde créditeur de 901.444,67 €.

#### **4. FINANCES – BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L’EXERCICE 2010 - APPROBATION**

Une synthèse du budget est présentée par l’Echevin des Finances qui passe alors la parole au Président du Centre Public de l’Action Sociale.

##### Note du Président.

Mademoiselle la Bourgmestre,  
Chers Collègues,

Il est à peine besoin de le préciser : l’essentiel des informations sur le budget 2010 est à votre disposition dans le budget lui-même et dans les annexes qui étaient à votre disposition au secrétariat communal. Ces documents expliquent mieux qu’un long discours combien l’action du Centre s’est amplifiée et diversifiée depuis la fusion des communes et le démarrage de l’institution le 01<sup>er</sup> avril 1977.

En effet, notre CPAS a considérablement évolué tout en offrant de plus en plus de services à la population mais aussi en répondant aux exigences de la circulaire budgétaire annuelle, tout en veillant à maintenir des finances saines.

Contrairement à l’année précédente qui avait enregistré une inflation supérieure à 5% et l’application à 3 reprises du mécanisme d’indexation des salaires et des allocations sociales, l’année 2009 a été économiquement dominée par une chute d’activité sévère, surtout au premier semestre, et une baisse des prix qui s’est traduite sur douze mois par une absence totale d’inflation et d’indexation. Seule une nouvelle revalorisation de 2%, au 01<sup>er</sup> juin 2010 du Revenu d’intégration sociale et des aides sociales équivalentes a constitué une source de dépenses supplémentaires pour le CPAS.

Ce renversement de situation en 2009, marquée également par un fort repli des taux d’intérêts, a contribué largement à modérer la progression des dépenses du Centre, que ce soit en matière salariale, de fonctionnement ou de remboursement de la dette. Le CPAS a veillé également à adapter strictement sa politique de recrutement de personnel aux besoins et à l’activité de ses services.

Le budget 2010 concrétise et amplifie par conséquent les résultats d’une gestion serrée qui étaient déjà perceptibles dans le compte 2008 : au total, la progression globale des dépenses par rapport au budget 2009 ajusté représente moins de 0,5 % et est même en diminution de 3,8% par rapport au budget initial de l’année dernière.

La seule exception à cette tendance est celle des dépenses sociales, et plus particulièrement le Revenu d’intégration sociale dont le versement est passé d’un minimum comptable de 13.667,80 € en 2005 à une prévision budgétaire de 145.200,00€ en 2010, soit une multiplication par 10,5 en 5 ans. Les effets de la crise actuelle et une politique plus sévère de l’ONEM en matière d’exclusions des chômeurs justifient cette progression. Depuis 2007, notre Centre lutte avec vigueur, ayant augmenté de 123.000,00€ l’enveloppe budgétaire consacrée à l’engagement de personnes sans emploi, sur base de l’article 60§7.

On relève également depuis 2003 une multiplication par 15 des dépenses d'aide aux charges locatives, essentiellement due au mécanisme des allocations de chauffage que l'Etat fédéral, subsidie certes à 100% mais dont il ne compense que très partiellement la charge de travail.

En ce qui concerne la dette, sa diminution spectaculaire de 26% est le résultat de plusieurs effets combinés : utilisation du boni extraordinaire accumulé jusqu'en 2007, baisse sensible des taux d'intérêt en 2009, emprunts à échéance, économie d'échelle et synergie avec la cellule communale des marchés publics qui permet de mieux cibler des besoins d'investissement, réalisés à moindre coût et souvent conjointement avec la Commune...

Quant à la nouvelle crèche d'Erbiseoul, la réalisation des travaux qui débiteront en 2010 n'aura pas d'impact budgétaire significatif avant l'exercice 2011 : cette énième évocation du projet me permet bien entendu de rappeler combien nos services destinés à la petite enfance et à l'enfance font l'objet d'une demande toujours aussi soutenue à laquelle nous avons partiellement répondu en 2009 en obtenant de l'ONE que l'agrégation soit portée de 24 à 30 enfants sur le site d'Herchies.

De manière générale, comme le prouve l'activité intense du service social, à Jurbise, comme partout ailleurs, les attentes de la population augmentent à l'égard de la Commune et du CPAS : nos aînés notamment privilégient les interventions du service d'aide aux familles à l'alternative du placement en maison de repos, ils plébiscitent également l'organisation d'une fête annuelle du troisième âge, les jeux de cartes mensuels ainsi que les voyages organisés par la Commune en partenariat avec notre Centre, grâce auxquels ils découvrent le riche patrimoine des villes de notre pays.

Les jeunes parents, quant à eux, sont plus que jamais attachés à une plaine de jeux de qualité et à l'existence rassurante d'un service de garde d'enfants malades à domicile : il est vrai qu'ils peuvent compter, comme chacun de nos concitoyens, sur le dévouement et la compétence d'un personnel qui fait le maximum, y compris lorsque le climat est rude et enneigé comme cet hiver, pour apporter jusqu'à leur domicile les services et les repas attendus par les personnes les plus dépendantes.

Une telle activité nécessite des ressources financières. Malheureusement et c'est un problème sur lequel je dois insister, les subsides extracommunaux connaissent une évolution inquiétante depuis deux ans et ne présentent pas de garantie à long terme. La réforme en 2009 du Fonds spécial de l'action sociale a réduit de 75.000,00€ l'inscription budgétaire qui se rapporte à ce financement. La distribution de ce fonds ne tient, hélas, pas compte de la totalité des activités des CPAS dont celles de l'enfance, particulièrement développées à Jurbise, mais toujours aussi mal financées en Région wallonne.

Faut-il préciser que nous saluons comme il se doit l'effort de la Commune qui a relevé ses niveaux d'intervention en 2009 et 2010, privilégiant le maintien des services à la tentation de les réduire ou de les supprimer comme l'actualité nous fournit tant d'exemples dans le secteur marchand et financier de notre économie ?

En conclusion, grâce à la prise en compte rigoureuse des difficultés qui ont pesé sur la confection du budget 2010 du CPAS, je suis convaincu que ce dernier traduit clairement notre détermination à concilier action sociale et efficacité financière.

Mesdames, Messieurs,

Malgré le défi auquel nous confronte l'évolution de nos ressources financières au regard des besoins à satisfaire et des services à maintenir ou à développer, c'est avec l'expression de ma reconnaissance au soutien apporté par la Commune, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, Mademoiselle la Bourgmestre, Chers Collègues, le budget du CPAS de Jurbise de l'année 2010 qui a été voté à l'unanimité par le Conseil de l'action sociale.

Je vous remercie de votre attention.

Mademoiselle MORCRETTE s'étonne de la perte budgétaire de 54.000€ enregistrée dans le cadre du service de garde d'enfants malades à domicile, elle s'interroge sur la ou les raisons. Elle questionne ensuite le Président du C.P.A.S. sur la situation du personnel affecté à cette tâche et sur les mesures envisagées pour éviter cette situation déficitaire en 2010.

Le Président du C.P.A.S. explique que le déficit de ce service est dû, en grande partie, aux nombreux pics d'activités du service, ce qui oblige régulièrement le Centre à faire appel aux services d'interimaires. Monsieur DURIEUX mentionne que le personnel du Centre y affecté est polyvalent et fait, enfin remarquer, que toute activité à caractère social est coûteuse pour la collectivité et que la solution pour éviter le déficit de ce service est de le supprimer.

Se basant sur le rapport budgétaire, Mademoiselle MORCRETTE constate la diminution des subsides fédéraux et régionaux, compensée par une dotation communale à la hausse, elle s'interroge sur la possibilité qu'ont les finances communales à voir la dotation augmenter.

Le Président du Centre se veut rassurant en estimant que l'intervention communale ne devrait plus être revue dans l'avenir.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Arrête, par 13 voix pour et 4 abstentions, le budget du Centre Public de l'Action Sociale des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2010 aux chiffres suivants :

#### **Service Ordinaire**

##### **Des recettes**

Exercice propre	4.709.221,76 €
Exercices antérieurs	105.093,25 €
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>4.814.315,01 €</i>
Prélèvements	0,00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4.814.315,01 €</b>

##### **Des dépenses**

Exercice propre	4.742.815,01 €
Exercices antérieurs	71.500,00 €
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>4.814.315,01 €</i>
Prélèvements	0,00 €

**TOTAL GENERAL**

**4.814.315,01 €**

**Résultat présumé au 31/12/2010**

**0,00 €**

**Service extraordinaire**

Des recettes

Exercice propre	512.500,00 €
Exercices antérieurs	0,00 €
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>512.500,00 €</i>
Prélèvements	0,00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>512.500,00 €</b>

Des dépenses

Exercice propre	512.500,00 €
Exercices antérieurs	0,00 €
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>512.500,00 €</i>
Prélèvements	0,00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>512.500,00 €</b>

**Résultat présumé au 31/12/2010**

**0,00 €**

La part communale, au service ordinaire, est arrêtée au montant 980.000,00 €.

**5. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA SYNODE DE  
L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE DE L'EXERCICE 2009 DU  
SERVICE ORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2009 du Synode de l'Eglise Protestante Unie – Baudour-Herchies, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes : 27.030,00  
Recettes en plus : 0,00  
Recettes en moins : 97,93

D'après le budget initial : Dépenses : 27.030,00  
Dépenses en plus : 0,00  
Dépenses en moins : 97,93

Nouveau Résultat : Recettes : 26.932,07  
Dépenses : 26.932,07

Le supplément communal s'élève à 475,52 euros.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, à l'unanimité, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2009 du Synode de l'Eglise Protestante – Baudour-Herchies.

-----

## **6. FINANCES – IDETA – EMPRUNT ETHIAS GARANTIES COMMUNALES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

#### **Attendu que :**

1° l'Intercommunale IDETA (Intercommunale de Développement des Arrondissements de Tournai, Ath et des Communes Avoisinantes), dont le siège social est à l'Hôtel de Ville à Tournai et le siège administratif, rue Saint Jacques 11 à 7500 Tournai, a contracté auprès d'Ethias Banque par lettre de crédit dd.25/05/2004 :

- Une ligne de crédit à durée indéterminée d'un montant de 15.000.000 €, utilisable par tirages d'avances à terme fixe (straight loans), destinée à financer les besoins de trésorerie.

2° cet emprunt est garanti par une ou plusieurs administrations publiques.

3° suite à la signature d'une lettre de crédit dd 25/09/2009 cet emprunt est cédé par l'Intercommunale IDETA à l'Intercommunale IPFH (Intercommunale Pure de Financement du Hainaut), dont le siège social est établi à 6060 Gilly-Place Jules Destrée, 2.

4° cet emprunt doit rester (après cession de dette) garanti par une ou plusieurs administrations publiques.

#### **Le Conseil communal de Jurbise :**

Par 14 voix pour et 3 absentions

- Déclare se porter caution solidaire envers Ethias Banque, tant en capital qu'en intérêts et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire, à concurrence de 487.364,62 € soit 3,25 % de l'opération totale de l'emprunt de 15.000.000 €, contracté par l'emprunteur.
- Autorise Ethias Banque à porter au débit de son compte courant, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour son information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.
- S'engage à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.
- La Commune s'engage, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts auprès de Ethias Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi(notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par

l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

- Autorise irrévocablement Ethias Banque à effectuer les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune.
- En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune, celle-ci s'engage à faire parvenir directement à Ethias Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette en cas de retard, à ajouter des intérêts de retard calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à la société.

La présente autorisation, donnée par la commune, vaut délégation irrévocable en faveur d'Ethias Banque.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

-----

## **7. JURIDIQUE – REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES. ADAPTATION DE L'ARTICLE 23 - APPROBATION**

Monsieur MULLER demande à la Présidente si le règlement est approuvé.

Mademoiselle GALANT lui répond affirmativement.

Mademoiselle MORCRETTE demande à quelle date.

La Présidente répond, sous réserve de vérification, depuis le début de l'année.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 3 novembre 2009 ;

Vu la nécessité de procéder à une adaptation de l'article 23 de ce Règlement communal, permettant d'ajouter à la liste des bénéficiaires de la gratuité totale sur le prix de location, l'Agence Locale pour l'Emploi – ALE de Jurbise ;

DECIDE : à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'adaptation de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, ayant pour conséquence d'ajouter à la liste des bénéficiaires de la gratuité totale sur le prix de location, l'Agence Locale pour l'Emploi – ALE de Jurbise.

Article 2. - De soumettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal.

-----

## **8. CULTURE – DEROGATION(S) AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – RATIFICATION**

Avant de discuter du point, la Présidente fait distribuer une note explicative reprenant chaque convention mise à la ratification du Conseil Communal.

Monsieur MULLER regrette de ne pas en avoir disposé plus tôt.

Mademoiselle MORCLETTE conteste l'urgence invoquée par le Collège Communal, alors que certaines conventions auraient pu être soumises à l'approbation du Conseil Communal lors des séances du 08 et du 16 décembre 2009.

Mademoiselle MORCLETTE conteste l'évocation de l'art.22 du règlement communal dans la décision argumentant que celui-ci porte sur les demandes d'occupations répétitives et que les dérogations présentées pour ratification n'entrent pas dans ce critère.

Se référant à l'art 23 du règlement Mademoiselle MORCLETTE regrette la mise à disposition de la salle culturelle « Jacques Galant » à des particuliers (Madame B. de Baudour).

La Présidente réplique en faisant remarquer que toute la famille de Madame B. est Jurbisienne et que l'activité proposée est la mise en valeur d'œuvres de nature culturelles locales et effectuée avec le soutien de l'Administration communale.

Toujours en s'appuyant sur l'Art 23 Mademoiselle MORCLETTE dénonce le tarif préférentiel accordé à des preneurs extérieurs à l'entité (Madame B. de Baudour et la Dodge Company de Mons). Elle dénonce aussi un manque de motivation des décisions de dérogation.

Mademoiselle MORCLETTE conclut en estimant que le Conseil Communal est mis devant le fait accompli et que le règlement n'a pas été appliqué correctement.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009 ;



Attendu que les demandes de location suivantes ont été soumises au Collège communal :

- Le CERCLE CULTUREL DU VIEUX NIMY A.S.B.L., Mr. Henri CAMMARATA, rue du Mouzin 31 à 7020 NIMY, spectacle sur BREL dans le cadre de Mons 2015, le 17/01/2010. Partenariat avec le service de la culture de la commune de JURBISE
- LIGUE DES FAMILLES, rue du Bouillon 13 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE, foire aux jouets, articles de puériculture, vélos le 30/10/2010.
- Mme BARCELLONA Veronica, rue d'Herchies 121 à 7331 BAUDOUR, organisation d'une exposition d'œuvres d'art en partenariat avec le service de la culture de la commune de JURBISE. Mise à disposition : du 02 au 05 avril 2010.
- DODGE COMPANY, Mr. MATHIEU Geoffrey, Place Geoffrey de Looze 3/f1 à 7000 MONS, organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens. Mise à disposition de l'Orangerie uniquement du 25 au 28/06/2010.

Attendu que, le CERCLE CULTUREL DU VIEUX NIMY A.S.B.L mis à part vu que la collaboration avec la commune de Jurbise permettrait à celle-ci de tirer tous les bénéfices du bar lors de la manifestation, tous les autres preneurs ne sont pas exonérés du paiement des charges locatives telles que les assurances et le nettoyage ;

Attendu que les comités, associations, groupements suivants ;

- Mr. SCORSCI Stéphane, F.C. Vacresse, route d'Ath 419 à 7050 JURBISE, organisation d'un repas dont les bénéfices serviront à partir avec l'équipe des minimes du F.C. Vacresse en Angleterre lors d'un tournoi international. Mise à disposition : 19/02/2010.

Souhaitent occuper la salle culturelle Jacques GALANT et/ou sa salle annexe dénommée Orangerie sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, qui se justifie par des considérations d'ordre socio-économiques, compte tenu de l'usage qui sera fait des bénéfices ;

Attendu que, pour des raisons de bonne organisation et de planification appartenant aux divers demandeurs, la signature d'une convention de location s'imposait avant la tenue de la présente séance du Conseil communal, et que par conséquent, en vertu de l'article 22 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, des conventions particulières ont été établies :

- lors de la séance du Collège communal du 17 novembre 2009 pour le CERCLE CULTUREL DU VIEUX NIMY A.S.B.L. ;
- lors de la séance du Collège communal du 14 décembre 2009 pour Mr. SCORSCI Stéphane, F.C. Vacresse ;
- lors de la séance du Collège communal du 21 décembre 2009 pour la DODGE COMPANY, la LIGUE DES FAMILLES et Mme BARCELLONA Véronica;

**Décide :**

Par 13 voix pour et 4 abstentions

**Article 1<sup>er</sup> :** De permettre aux divers comités, associations, groupements suivants :

- Le CERCLE CULTUREL DU VIEUX NIMY A.S.B.L., Mr. Henri CAMMARATA, rue du Mouzin 31 à 7020 NIMY, spectacle sur BREL dans le cadre de Mons 2015, le 17/01/2010. Partenariat avec le service de la culture de la commune de JURBISE.
- LIGUE DES FAMILLES, rue du Bouillon 13 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE, foire aux jouets, articles de puériculture, vélos le 30/10/2010.
- Mme BARCELLONA Veronica, rue d'Herchies 121 à 7331 BAUDOUR, organisation d'une exposition d'œuvres d'art en partenariat avec le service de la culture de la commune de JURBISE. Mise à disposition : du 02 au 05 avril 2010.
- DODGE COMPANY, Mr. MATHIEU Geoffrey, Place Geoffrey de Looze 3/f1 à 7000 MONS, organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens. Mise à disposition de l'Orangerie uniquement du 25 au 28/06/2010.
- Mr. SCORSCI Stéphane, F.C. Vacresse, route d'Ath 419 à 7050 JURBISE, organisation d'un repas dont les bénéfices serviront à partir avec l'équipe des minimes du F.C. Vacresse en Angleterre lors d'un tournoi international. Mise à disposition : 19/02/2010.

**D'occuper** la salle culturelle Jacques GALANT et/ou sa salle annexe dénommée Orangerie sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie, pour les quatre premiers, par l'intérêt communal de la manifestation organisée, et pour le dernier d'entre eux, par des considérations d'ordre socio-économiques, compte tenu de l'usage qui sera fait des bénéfices, et de transmettre ces informations aux intéressés.

**Article 2 :** De ratifier les conventions conclues par le Collège communal à l'occasion de ses séances des 17 novembre 2009 (CERCLE CULTUREL DU VIEUX NIMY A.S.B.L.), 14 décembre 2009 (Mr. SCORSCI Stéphane) et 21 décembre 2009 (DODGE COMPANY, la LIGUE DES FAMILLES et Mme BARCELLONA Véronica).

**Article 3 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

**9. JURIDIQUE – DECRET MODIFIANT LE CHAPITRE II DU TITRE III DU LIVRE II DE LA PREMIERE PARTIE DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION RELATIF AUX FUNERAILLES ET SEPULTURES – AMENAGEMENTS IMPOSES PAR LE DECRET DANS TOUS LES CIMETIERES COMMUNAUX – DEROGATION POUR LE CIMETIERE D'ERBAUT - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux Funérailles et Sépultures, et tout spécialement l'article L1232-2, §3 et §4 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'obligation qui sera faite aux communes, à partir du 1<sup>er</sup> février 2010, de prévoir dans chaque cimetière communal une parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, une parcelle de dispersion, un columbarium, un ossuaire et une parcelle des étoiles ;

Vu le courrier de l'administration communale de Jurbise, daté du 7 avril 2009, et adressé au Ministre Philippe Courard, en charge des Pouvoirs locaux, lui faisant part de l'impossibilité de rencontrer, dans certains cimetières, une partie des exigences du Décret du 6 mars 2009 ;

Vu la réponse du Ministre Courard, rappelant l'obligation faite aux communes de permettre à chaque citoyen d'accéder de manière égale aux demandes des citoyens en matière de funérailles, le principe constitutionnel d'égalité entre les citoyens exigeant que les diverses possibilités mentionnées ci-dessus soient offertes dans tous les cimetières d'une même commune ;

Considérant, toutefois, que dans cette même réponse, le Ministre Courard insiste sur le respect du principe constitutionnel d'égalité entre les citoyens, sauf circonstances particulières de nature à justifier une exception ; que des motifs connus et légitimes peuvent permettre aux communes de déroger à cette réglementation, et que l'existence de tels motifs doit être constatée par une délibération du Conseil communal ;

Vu, plus précisément, la situation du cimetière d'Erbaut, disposant d'un columbarium et qui sera bientôt pourvu d'un ossuaire, mais dans lequel ni parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, ni parcelle de dispersion, ni parcelle des étoiles n'est actuellement prévue ;

Considérant que des contraintes d'ordre physique et technique rendent l'extension potentielle du cimetière d'Erbaut totalement inenvisageable, le cimetière étant délimité par la voirie communale, l'Eglise d'Erbaut, l'ancienne cure d'Erbaut (aujourd'hui aménagée en immeuble à appartements), le tumulus d'Erbaut (site classé), une maison privative bordée d'un terrain et d'un jardin, et un terrain privé bordé d'un étang;

Attendu que le seul terrain susceptible de permettre un agrandissement de l'actuel cimetière, serait le terrain bordé d'un étang ; que la présence de cet étang rend inconcevable toute extension du cimetière dans cette direction, les risques d'inondations répétitives et d'humidité permanente étant trop importants ;

Attendu que les quelques rares emplacements rendus disponibles, au fil des ans, par l'absence de renouvellements de concession doivent essentiellement permettre de répondre aux demandes des citoyens d'Erbaut désireux d'obtenir une concession dans ce cimetière ou d'y être enterré ; que dans cette optique, il n'est pas concevable d'utiliser ces parcelles de

terrain pour la création de parcelles d'inhumation des urnes, de dispersion des cendres ou des étoiles, à moins d'empêcher à l'avenir toute nouvelle inhumation dans le cimetière d'Erbaut ;

Considérant, enfin, que ce constat n'affecte en rien la situation des cinq autres cimetières de la commune, qui feront l'objet des aménagements imposés au cours de cette année 2010 ;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1er.** - que compte tenu des contraintes physiques et techniques rencontrées sur le site du cimetière d'Erbaut, toute extension future de ce cimetière est impossible.

**Article 2.** - que l'impossibilité de procéder à une extension du cimetière d'Erbaut a pour conséquence l'impossibilité de rencontrer certaines exigences posées par le Décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux Funérailles et Sépultures, et tout spécialement l'obligation faite aux communes de prévoir dans chaque cimetière une parcelle d'inhumation des urnes, une parcelle de dispersion des cendres et une parcelle des étoiles.

**Article 3.** - que cette impossibilité, particulière et spécifique au cimetière d'Erbaut, est de nature à justifier une exception et devra faire l'objet d'une demande de dérogation adressée au Ministre Paul FURLAN, en charge des Pouvoirs locaux.

**Article 4.** - que ce constat n'affecte en rien la situation des cinq autres cimetières de la commune, qui feront l'objet des aménagements imposés au cours de cette année 2010.

-----

**10. MARCHE PUBLIC – MP 2010-01-SG-FB RELATIF AUX SERVICES DE TELE-PHONIE MOBILE ET FIXE POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET LE C.P.A.S. – CONDITIONS, MODE DE PASSATION, LISTE DES SOCIETES A CONSULTER ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a;](#)

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 1](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le [Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-01-SG-FB pour le marché ayant pour objet "[Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise](#)";

Considérant que ce marché est divisé en lots:

- LOT 1 : Services de téléphonie mobile et fourniture de Gsm et Smartphones, estimé à 14.876,03 € hors TVA ou 18.000,00 €, 21% TVA comprise;
- LOT 2 : Service de téléphonie fixe, estimé à 14.049,58 € hors TVA ou 16.999,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise](#)", le montant estimé s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- BELGACOM S.A., Boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Bruxelles;
- MOBISTAR S.A., Boulevard Reyers 70 à 1030 Bruxelles;
- BASE - KPN GROUP BELGIUM S.A., rue Neerveld 105 à 1200 Bruxelles;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits aux [budgets ordinaire et extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 764, 767, 83202 et 878/12311.2010 et 104/74298.2010 (n° de projet 20100001), ainsi que 8447/742-53, 104/123-11, 8013/123-11, 8351/123-11, 837/123-11, 8441/123-11 et 8443/123-11 ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-01-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "[Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise](#)", établis par le [Service Juridique](#). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 28.925,61 € hors TVA ou 34.999,99 €, 21% TVA comprise.

Le marché est divisé en lots:

- LOT 1 : Services de téléphonie mobile et fourniture de Gsm et Smartphones, estimé à 14.876,03 € hors TVA ou 18.000,00 €, 21% TVA comprise;
- LOT 2 : Service de téléphonie fixe, estimé à 14.049,58 € hors TVA ou 16.999,99 €, 21% TVA comprise;

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- BELGACOM S.A., Boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Bruxelles;
- MOBISTAR S.A., Boulevard Reyers 70 à 1030 Bruxelles;
- BASE - KPN GROUP BELGIUM S.A., rue Neerveld 105 à 1200 Bruxelles;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 5 mars 2010.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 764, 767, 83202 et 878/12311.2010 et 104/74298.2010 (n° de projet 20100001), ainsi que 8447/742-53, 104/123-11, 8013/123-11, 8351/123-11, 837/123-11, 8441/123-11 et 8443/123-11.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**11. MARCHE PUBLIC – MP 2010-02-SG-FB RELATIF A LA DESIGNATION  
D'UN AUTEUR DE PROJET ET COORDINATEUR DE SECURITE POUR LA  
SECURISATION ANTI-INCENDIE ET ANTI-INTRUSION DES BATIMENTS  
COMMUNAUX ET DU C.P.A.S. - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-02-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Auteur de projet et coordinateur sécurité pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Auteur de projet et coordinateur sécurité pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS", le montant estimé s'élève à 33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offres général;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104, 722, 762, 764 /73360.2010 (n° de projet 20100006, 20100033, 20100039, 20100045 ), ainsi qu'aux budgets ordinaire et extraordinaire du CPAS de l'exercice 2010, articles 8351/733-51, 8351/211-01 et 8351/911.01 ;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-02-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Auteur de projet et coordinateur sécurité pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par appel d'offres général.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104, 722, 762, 764 /73360.2010 (n° de projet 20100006, 20100033, 20100039, 20100045) ainsi qu'aux budgets ordinaire et extraordinaire du CPAS de l'exercice 2010, articles 8351/733-51, 8351/211-01 et 8351/911.01.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**12. MARCHE PUBLIC – MP 2010-03-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE  
PANNEAUX DE SIGNALISATION ROUTIERE POUR L'ADMINISTRATION  
COMMUNALE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Achat de panneaux de signalisation routière](#)", le montant estimé s'élève à [5.500 € hors TVA ou 6.655 €, 21% TVA comprise](#)

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée par facture acceptée](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [423/74152.2010 \(n° de projet 20100021\)](#);

Considérant que ce crédit sera financé par [emprunt](#) ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "[Achat de panneaux de signalisation routière](#)". Le montant est estimé à [5.500 € hors TVA ou 6.655 €, 21% TVA comprise](#).

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée par facture acceptée](#).



Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [423/74152.2010](#) (n° de projet [20100021](#)).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

### **13. MARCHE PUBLIC – MP 2010-04-SG-FB RELATIF A L'ACHAT DE PAPIER ET DE DIVERS FORMATS D'ENVELOPPES POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE - APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que le marché ayant pour objet "[Achat de papier et divers formats d'enveloppes pour l'Administration communale et le CPAS](#)" sera conclu pour une durée de 3 ans, et que par conséquent le montant estimé s'élève à [15.000,00 € hors TVA ou 18.150,00 €, 21% TVA comprise](#);

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget ordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [104, 421, 722, 762, 764, 83202/12302.2010](#) et [104, 8013, 8015, 831, 8351, 8352, 837, 8441, 8443, 8449, 8451/12302.2010](#) ;

Considérant que ce crédit sera financé par [emprunts](#) ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Achat de papier et divers formats d'enveloppes pour l'Administration communale et le CPAS". Le montant est estimé à 15.000,00 € hors TVA ou 18.150,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 762, 764, 83202/12302.2010 et 104, 8013, 8015, 831, 8351, 8352, 837, 8441, 8443, 8449, 8451/12302.2010.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**14. MARCHE PUBLIC – MP 2010-05-SG-FB RELATIF A LA FOURNITURE DE PRODUITS ET DE MATERIEL D'ENTRETIEN POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET LE C.P.A.S. – CONDITIONS, MODE DE PASSION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage", le montant estimé s'élève à 16.528, 92 € HTVA ou 20.000 € TVA comprise par an ;

Considérant que le présent marché sera conclu pour une durée de 3 années, et que par conséquent le montant estimé à prendre en considération s'élève à 49.586,77 € HTVA ou 60.000 € TVA comprise pour toute la durée du marché;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par **procédure négociée sans publicité**;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au **budget ordinaire** de l'exercice 2010, article 104, 124, 421, 722, 762, 764, 878/12502.2010 et 8351, 8441, 8443, 8451, 924/12402 ;

Considérant que ce crédit sera financé par **emprunts** ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Fourniture de matériel et de produits pour l'entretien et le nettoyage". Le montant est estimé à 49.586,77 € HTVA ou 60.000 € TVA comprise pour toute la durée du marché.

Article 2. - Le marché précité est attribué par **procédure négociée sans publicité**.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au **budget ordinaire** de l'exercice 2010, article 104, 124, 421, 722, 762, 764, 878/12502.2010 et 8351, 8441, 8443, 8451, 924/12402.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

#### **15. MARCHE PUBLIC – MP 2010-07-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE CELLULES ET SOCLES DE COLUMBARIUM – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

Pour les points portant sur les marchés, Madame SENECAUT pose quelques questions techniques, les explications lui sont données par le responsable de la cellule Marchés publics de la Commune.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-07-SG-GU pour le marché ayant pour objet "[Acquisition de cellules et socles de columbarium](#)";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Acquisition de cellules et socles de columbarium](#)", le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- [Ets J. Remacle, rue sous la Ville 8 à 5150 Floriffoux](#);
- [August De Wandeleer, Grensstraat, 63 à 3140 Keerbergen](#);
- [UrbaStyle, Rue des Sablières, 16 à 7503 Froyennes](#);
- [Granimar, Oostrozebeeksestraat, 28 à 8710 Wielsbeke](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [878/72554:20100057.2010](#) (n° de projet 20100057);

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-07-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "[Acquisition de cellules et socles de columbarium](#)", établis par [le Service Juridique](#). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés

publics. Le montant est estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Ets J. Remacle, rue sous la Ville 8 à 5150 Floriffoux;
- August De Wandeleer, Grensstraat, 63 à 3140 Keerbergen;
- UrbaStyle, Rue des Sablières, 16 à 7503 Froyennes;
- Granimar, Oostrozebeeksestraat, 28 à 8710 Wielsbeke;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le **26 février 2010**.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice **2010**, article **878/72554:20100057.2010** (n° de projet **20100057**).

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE – ACCES INTERDIT AUX VEHICULES DE PLUS DE 5 TONNES DANS LA RUE DU GRAND JOUR - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la demande de Monsieur Serge ROGER, propriétaire de l'immeuble sis rue du Grand Jour n°1;

Considérant l'avis du S.P.W. suite à une visite sur place le 11 décembre 2009;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans la rue du Grand Jour, l'accès est interdit à tout conducteur de véhicules dont la masse en charge excède 5 tonnes, au départ de la RN56.

**Article 2** - Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5t) et C31

avec panneau additionnel reprenant la mention « + 5,5t ».

**Article 3** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

-----

## **17. QUESTIONS ORALES**

La Présidente annonce au Conseil Communal qu'une réunion sera prochainement organisée avec un représentant de chaque groupe politique et les membres des Fabriques d'Eglise ayant pour objet le coût de celles-ci.

Madame SENECAUT rappelle sa demande de création d'une commission pour les énergies renouvelables.

Monsieur MULLER demande à la Présidente, à qui incombe le dégagement des pistes cyclables.

Mademoiselle GALANT répond que ce travail incombe au gestionnaire de voirie et que le nettoyage des trottoirs incombe aux riverains.

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer que l'invitation pour la réception en l'honneur de Pierre Coran était signée par Monsieur GILLARD, alors que le remplacement du Secrétaire communal absent doit pour être ratifié au Conseil Communal.

La Présidente signale que ce remplacement a été décidé au Collège Communal et qu'il fera l'objet d'une ratification au Conseil Communal.

Madame SENECAUT interpelle la Présidente concernant le déplacement des bulles à verres d'Herchies vers le cimetière.

Mademoiselle MORCRETTE questionne la Présidente sur l'avancement du placement des nouvelles plaques de rue, sur la détérioration (catadioptrés) sur les bacs à fleurs et sur les possibilités de limiter la vitesse à la rue des Masnuy.

La Présidente s'explique sur ces points.

-----

### **HUIS CLOS**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

-----

### **PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,